

Carton jaune pour Genève

Chronique économique

Marian Stepczynski



Léger coup de semonce dans le ciel plus tout à fait bleu des finances genevoises: Standard & Poor's vient de rétrograder de «stable» à «négative», la perspective associée à la note de référence à long terme du canton, laquelle demeure toutefois, avec «AA-», fixée à un (haut) niveau qui «réflète le cadre institutionnel extrêmement prévisible et équilibré des cantons suisses, ainsi qu'une économie genevoise très forte dans un contexte international». L'agence américaine motive pour l'essentiel sa décision par l'endettement «très élevé» du canton et les contraintes que ne manqueront pas de faire peser sur sa maigre marge de manœuvre l'inévitable recapitalisation des caisses de pensions publiques et la chute elle aussi programmée des recettes fiscales découlant de la réforme de l'imposition des entreprises (RIE III).

Porteuses de plus ou moins bonnes nouvelles, les agences de notation ne font en général guère que ratifier ce que l'on supputait déjà. Dans le cas genevois, l'affaire était même plus qu'entendue, tant les perspectives budgétaires du canton se sont détériorées au vu et au su de tout le monde (ce qui, soit dit en passant, demeure assez paradoxal pour un canton dont la capacité financière continue d'être rangée parmi les plus fortes du pays, juste après celles de Zoug, Bâle et Zurich). Mais s'il se justifie de continuer de considérer Genève comme un canton riche, ne serait-ce que par le niveau de son PIB par habitant, supérieur même à celui de Zurich, on peut tout de même se poser quelques questions sur son avenir. De fait, la part de Genève au produit intérieur brut de la Suisse, qui n'avait cessé d'augmenter jusqu'en 2008 pour approcher les 8%,

tend désormais à reculer; aux dernières nouvelles, elle ne serait plus que de 7,5%.

Si, comme le relève S&P, le tissu économique genevois est «riche et diversifié», il apparaît à l'analyse moins équilibré que celui des autres cantons de poids. En particulier, Genève dépend énormément du commerce qui, compris au sens large, totalise à lui seul plus de 30% de la valeur ajoutée brute dans le canton, contre 27% à Zurich, 24% pour Vaud et 17% pour Bâle. A l'inverse les activités manufacturières n'y comptent, comme à Zurich, que pour 14%, alors qu'elles approchent les 19% pour Vaud et près de 42%, pharma oblige, à Bâle-Ville. Cette forte dépendance genevoise des activités de services et notamment du négoce international est synonyme d'une certaine fragilité qu'il serait utile de corriger. Mais comment?

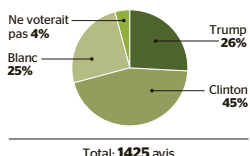
«Le tissu économique genevois est moins équilibré que celui des autres cantons de poids»

N'importe quel McKinsey du genre conseilleraient sans doute dans ces conditions 1° de supprimer les points de blocage (pénurie de personnel qualifié, absence de mobilité, insuffisance de logements), 2° de diversifier les sources de croissance (mieux former la main-d'œuvre, encourager davantage l'innovation), 3° de hâter la formation d'une véritable métropole transfrontière, et finalement 4° d'augmenter massivement la part des investissements publics. Mais pour y parvenir, Genève ne pourra faire l'économie d'une réduction drastique de ses déficits courants, afin de relever son degré d'autofinancement et maintenir de la sorte sa capacité d'emprunt... avant que les taux d'intérêt ne remontent trop!

Sondage

● La question d'hier
Si vous étiez Américain, vous voteriez...

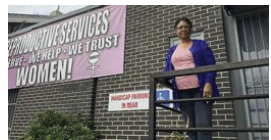
Répondre à nos sondages sur:
www.tdg.ch



www.tdg.ch

Monde

● EuropeGoesUS A El Paso, une clinique de santé reproductive symbolise la résistance contre les lois anti-avortement les plus dures des Etats-Unis. Suivez les résultats, heure par heure, toute la nuit!



Le coup de gueule du Genevois

Maitriser le «beuzier»

Le maire de la Ville de Genève lance un concours d'idées pour l'aménagement des quais de la rade. Bien. Toutefois, il faut rappeler que ce dossier - aussi vieux que celui de la traversée - est très délicat en raison des compétences séparées du Canton (eau du lac) et de la Ville (quais).

On sait très bien que rien ne pourra être entrepris sans le transfert - d'abord - des activités navales et de la police du lac au Vengeron; projet aussi vieillissant! Il y a plus urgent pour le magistrat chargé de la mobilité et de l'aménagement des espaces publics: celui de maitriser une bonne fois le «beuzier»

de la rue du Rhône et de la place Bel-Air, soit le respect de la réglementation en place, totalement ignorée, afin que les transports publics puissent assurer le service auquel la population aspire.

Jean-Claude Cima

Vous êtes un lecteur attentif et/ou indigné? La rédaction d'un billet d'humeur de 1000 signes vous tente? Envoyez-le à l'adresse postale de la «Tribune de Genève», 11 rue des Rois, 1204 Genève, ou par courriel à: coupdegueule@tdg.ch

Face-à-face



Pour ou contre l'initiative «Pour une sortie programmée du nucléaire»?

Cette initiative connaîtra le verdict populaire le 27 novembre.

Explications par le ténor genevois des Verts, le conseiller aux Etats Robert Cramer, et [Nathalie Hardyn](#), représentante des milieux économiques à travers la [CCIG](#).

Sortons au plus vite du nucléaire

L'invité

Robert Cramer
Conseiller aux Etats
Les Verts



Le nucléaire c'est dangereux et on peut facilement s'en passer: 60% des Genevois l'ont dit il y a déjà trente ans en inscrivant dans leur Constitution qu'il faut y renoncer et développer un programme d'économie d'énergie.

Le Conseil d'Etat l'a rappelé en appelant à voter oui le 27 novembre à l'initiative sur la sortie du nucléaire.

Lorsque les centrales nucléaires ont été construites, on évaluait le risque d'accident à un par million d'années de fonctionnement. Depuis il y a eu une catastrophe majeure tous les 20 ans. Cela peut arriver en Suisse. Qui oserait monter dans un avion de ligne mais en service il y a 47 ans?

C'est l'âge de Beznau 1, plus ancienne centrale nucléaire au monde depuis 2012, conçue pour durer 40 ans. Sur les 194 centrales existantes, il n'y en a que

neuf qui sont proches des aires urbaines dont les cinq suisses. Et nos centrales étant anciennes, la conception des systèmes de sécurité est inférieure à ce que l'on exigerait d'une centrale neuve.

On peut bien entretenir et changer des pièces, la construction de base reste ce qu'elle est. Quant aux déchets dangereux que les centrales continuent à produire, certains resteront actifs encore des milliers d'années... Autre raison suffisante pour sortir au plus vite du nucléaire.

«Comment se passer rapidement de cette source d'énergie? Dans les faits, on s'en passe»

Oui mais comment se passer rapidement de cette source d'énergie? Dans les faits on s'en passe. Nos vieilles centrales ne sont pas fiables. Beznau 1 est à l'arrêt depuis 18 mois. Leibstadt sera à l'arrêt en tout cas jusqu'en février 2017. C'est donc en se passant d'environ 50% de la pro-

duction nucléaire suisse que nous allons affronter l'hiver. Il est préférable de se tourner rapidement vers d'autres sources d'énergie: l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche, la Belgique développent les énergies renouvelables beaucoup plus vite que la Suisse.

Ces pays ont tous décidé de se passer du nucléaire. Sur la planète, 151 réacteurs ont déjà été arrêtés, après une durée de vie moyenne de 26 ans. Seule la Suisse s'obstine et freine le développement des énergies renouvelables en contournant les installations photovoltaïques.

Quant aux coûts? On pourrait répondre que la sécurité a un prix. En l'occurrence il suffit de constater que c'est plus cher de continuer. Actuellement les centrales nucléaires perdent de l'argent tous les jours. Mettons fin à ce gaspillage.

Les Services industriels (SIG) donnent l'exemple. Dès janvier 2017 ils assurent un approvisionnement fondé sur 100% d'énergie électrique renouvelable produite en Suisse... et en diminuant les tarifs. C'est donc possible. Mais pour cela il faut faire des choix. C'est l'enjeu de la votation du 27 novembre.

Il faut laisser du temps au temps

L'invitée

Nathalie Hardyn
Directrice adjointe CCIG



La Suisse a décidé en 2011 de sortir du nucléaire. Le parlement a mis 5 ans pour mettre sur pied la stratégie qui va nous permettre de nous passer des 5 centrales qui fournissent aujourd'hui environ 40% de la production électrique suisse.

Il a décidé de ne pas fixer de date précise pour la fermeture des centrales nucléaires, afin que la Suisse ait le temps de sécuriser son approvisionnement en électricité et que les exploitants et la Confédération puissent régler la question financière des investissements et du démantèlement des installations.

La votation du 27 novembre sur la mal nommée initiative «Sortir du nucléaire» ne porte donc en réalité pas sur la sortie du nucléaire, mais sur l'organisation de cette sortie. Si l'initiative des Verts est acceptée, trois centrales suisses seront débranchées en novembre prochain.

Trois centrales fermées, ce serait 15% d'électricité produite en moins. Sachant que malgré toute la bonne volonté du monde, il sera impossible de réduire notre consommation de 15% en 12 mois ou d'augmenter suffisamment la production d'électricité renouvelable, il faudra importer du courant produit par des centrales nucléaires françaises ou des centrales à charbon allemandes. Le nucléaire français est-il plus sûr que le nôtre? Le charbon allemand est-il meilleur pour l'environnement?

«Faisons donc le choix d'une sortie du nucléaire raisonnée et organisée»

Plus personne ou presque en Suisse ne remet en question l'abandon du nucléaire, le développement des énergies renouvelables et l'accélération des économies d'énergie. Mais il faut laisser du temps au temps. Les partisans de l'initiative imaginent que dans 12 ans, la Suisse

aura pu fermer ses centrales, couvrir ses toits de panneaux photovoltaïques et ses monts d'éoliennes et diminuer sa consommation très fortement. Nous ne partageons pas cet optimisme.

Une éolienne standard (2 à 3 MW) alimente 1000 à 1700 ménages suisses en électricité et notre pays en dénombre aujourd'hui à peine une trentaine. Suppléer de manière ponctuelle à l'arrêt provisoire d'un ou deux réacteurs nucléaires est une chose, c'en est une autre que de décider de toutes les arrêter en se disant qu'on trouvera bien une solution.

Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage. Faisons donc le choix d'une sortie du nucléaire raisonnée et organisée, qui permettra à d'autres moyens de production, renouvelables, d'être mis en place sans devoir dépendre trop de l'étranger. Et préservons par la même occasion la sécurité d'approvisionnement qui est la nôtre, et qui nous semble tellement naturelle que nous n'imaginons même pas ce qui se produirait si nous la perdions.

* Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève